

Les Allemands découvrent la réalité européenne et cela ne les enchante pas



Berlin a essayé de retenir deux informations pour ne pas encourager les eurosceptiques. D'abord, on découvre que les banques allemandes sont en mauvais état pour cause de financement abusif de l'Europe du sud. Ensuite, on s'aperçoit que, finalement, les Allemands souhaiteraient travailler 35 heures ou moins. Pour les partenaires européens, ce ne sont pas forcément de bonnes nouvelles...

Avec Jean-Marc Sylvestre

A trois jours des élections européennes, la presse allemande commence à lâcher des informations que le gouvernement allemand aurait préféré ne pas voir sortir dans l'immédiat.

La première de ces informations porte sur les difficultés du système bancaire allemand. A priori, les banques allemandes sont beaucoup moins solides qu'on ne le pensait : la structure coopérative ou associative de la plupart des établissements financiers, ajoutée à celles qui sont sous statut public, rend opaque leur gestion. Les résultats du système bancaire allemand ne sont pas des plus transparents.

[\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE BRIEFING ATLANTICO BUSINESS\]](#)

[Suivre @atlanticobiz](#)

 Like 15 people like this. Sign Up to see what your friends like.

Plus grave, on sait depuis deux semaines que la banque publique HSH Nord Bank est en grande difficulté et qu'elle aura besoin d'une aide de l'Etat plus importante que prévue : au moins 1,3 milliard d'euros. Cette banque est l'un des acteurs majeurs du financement du transport maritime. **Pour les allemands c'est une première surprise : 1,3 milliard d'aides publiques, c'est 1,3 milliard d'impôts en plus. L'opinion publique est allergique au déficit public, allergique à la dépense publique non financée.** Par conséquent, il est hors de question de financer ces aides autrement que par des recettes fiscales supplémentaires. Pour les Allemands, c'est dur à avaler.

La deuxième surprise, c'est qu'à l'occasion de cette déconvenue, les Allemands ont aussi découvert le vrai bilan d'HSH, un bilan bourré de titres d'emprunt d'État. Et de quels Etats, la banque s'est-elle empiffrée ? Elle s'est empiffrée de dette espagnole, grecque, italienne et française...

Troisième surprise pour les Allemands, la presse allemande leur explique désormais que beaucoup d'autres banques allemandes ont

acheté massivement de la dette européenne et que c'est peut-être pour cette raison qu'au final, l'Allemagne est, à chaque fois, venue au secours des États en difficulté.

Les Allemands découvrent cette réalité et la digèrent mal. Que l'Allemagne reste dans la zone euro passe encore, mais pas à n'importe quel prix.

Le gouvernement, les directions d'entreprise et les syndicats (vive la cogestion) ont expliqué à l'opinion publique que la zone euro était devenue une vaste zone de marché pour les entreprises allemandes, qu'il fallait donc rester dans l'euro. **Mais maintenant à trois jours du scrutin, on vient leur dire que leur épargne est piégée dans la dette des États du Sud incapables de se gérer proprement.** Alors trop c'est trop ! Le gouvernement n'ose même plus expliquer les biens faits d'une solidarité financière à l'échelle de l'Europe.

La deuxième information porte sur les 35 heures. Une majorité des Allemands serait d'accord pour travailler 35 heures par semaine (ou moins), contre 40 heures hebdomadaires actuellement. On rêve, ou alors on marche sur la tête !

En fait, les Allemands en ont assez d'être pris pour les banquiers de l'Europe et pour les fournisseurs tout terrain de la zone euro.

Un, ils refusent de payer pour renflouer des banques. Deux, ils sont prêts à le faire à condition que le système ne soit pas obligé de dépenser son énergie à sauver l'Europe du Sud. A trois jours des élections européennes 70 % des Allemands viennent nous dire qu'ils préféreraient eux aussi à ne travailler que 35 heures, puisque les autres le font bien. Dans les états-majors de la grosse industrie automobile où l'on travaille 40 heures et plus, la perspective de RTT à la française a fait l'effet d'une bourrasque.

Tout cela n'est pas ce qu'on pourrait appeler de bonnes nouvelles. Si les Allemands ne travaillaient que 35 heures, les autres pays de la zone euro n'auraient plus aucune raison de faire le moindre effort. Cette perspective recule d'autant le moment où la France se sentira prête à revenir sur cette réforme qui a plombé sa compétitivité.

Si les Allemands vivent mal le poids de la dette européenne dans les banques allemandes, ça veut dire que les pays endettés auront plus de mal à trouver des financements surtout au prix actuel. Le prix de notre dette va donc augmenter. **La conséquence, c'est que les taux vont s'envoler.**